

CONNAISSANCES EN SANTÉ MENTALE, STIGMATISATION ET INTENTIONS D'UTILISER LES SERVICES CHEZ LES CADETS DE LA GRC

www.rcmpstudy.ca

Pourquoi étudier les connaissances en santé mentale, la stigmatisation et les intentions d'utiliser les services ?

Près de la moitié des membres actifs de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) obtiennent un résultat positif pour un, ou plus d'un, trouble de santé mentale. Les enjeux de santé mentale auxquels font face les membres de la GRC sont souvent combinés à des niveaux élevés de stigmatisation envers ceux et celles qui souffrent de troubles de santé mentale, et de faibles niveaux d'intention de demander l'aide des services de soins de santé mentale. Des niveaux plus élevés de connaissances en santé mentale et des niveaux plus faibles de stigmatisation ont été associés à une hausse des intentions d'utiliser les services de soins de santé mentale; par conséquent, une formation fondée sur des données probantes pour réduire la stigmatisation et augmenter l'utilisation des services parmi les membres de la GRC est essentielle pour soutenir leur santé mentale.

Lorsque les niveaux de connaissances en santé mentale sont élevés et que le niveau de stigmatisation est faible, l'intention d'accéder aux services de soins de santé mentale augmente.

L'étude

Dans le cadre du Plan national relatif au Trouble de stress post-traumatique, la présente recherche s'appuie sur les données d'une plus vaste étude de la GRC sur 10 ans conçue pour évaluer les compétences enseignées afin de mieux protéger les membres contre les BSPT.

La présente étude a impliqué 772 cadets de la GRC qui entraient au Programme de formation des cadets (PFC) et qui ont répondu à des questionnaires portant sur les connaissances en santé mentale, sur la stigmatisation, et sur les intentions d'utiliser les services de soins de santé mentale. Les résultats ont été comparés entre les caractéristiques sociodémographiques, comme le sexe, l'âge, l'éducation, et avec des données déjà recueillies auprès de membres actifs de la GRC.

Résultats

Comparativement aux membres actifs de la GRC, les cadets ont rapporté des niveaux plus faibles de connaissances en santé mentale et de stigmatisation, et des niveaux plus élevés d'intention d'utiliser les services de soins de santé mentale. Comparativement aux cadets, les cadettes ont rapporté des niveaux plus élevés de connaissances en santé mentale et d'intention d'utiliser les services de soins, ainsi que des niveaux plus faibles de stigmatisation. En général, la stigmatisation était inversement associée aux connaissances en santé mentale et aux intentions d'utiliser les services de soins, ce qui signifie que des niveaux de stigmatisation plus élevés étaient associés à des niveaux plus faibles de connaissances en santé mentale et d'intentions d'utiliser les services de soins de santé mentale.

La formulation d'origine de cette étude a été modifiée et abrégée pour cet infographique de recherche.

Les connaissances en santé mentale et les intentions d'utiliser les services étaient positivement associés, suggérant que les cadets possédant des niveaux plus élevés de connaissances en santé mentale étaient plus susceptibles de faire appel aux services. Les cadets qui ont rapporté des niveaux plus élevés de stigmatisation ont aussi rapporté des niveaux plus faibles de connaissances en santé mentale et d'intentions d'utiliser des services de soins de santé mentale.

Comparaison entre cadets et membres actifs de la GRC

	Connaissances en santé mentale	Stigmatisation	Intentions d'utiliser les services
Cadets	Scores plus faibles	Scores plus faibles	Scores plus élevés
Membres actifs de la GRC	Scores plus élevés	Scores plus élevés	Scores plus faibles

Les mesures d'autoévaluation incluaient : le Questionnaire sur les connaissances en santé mentale (MAKS), le sondage Open Minds Survey for Workplace Attitudes (OMS-WA-SF), et l'Enquête sur la santé mentale et l'utilisation des services de soins (MHSUQ).

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres actifs de la GRC rencontrent souvent des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, augmentant potentiellement les connaissances perçues en santé mentale, ainsi que la stigmatisation liée à la santé mentale.

Conclusions

Les différences entre les cadets et les membres actifs de la GRC mettent en évidence le besoin de formation continue en santé mentale fondée sur des données probantes, et ce, commençant dans le cadre du PFC et se poursuivant tout au long de la carrière des membres de la GRC. Accroître les connaissances en santé mentale fondées sur des données probantes pourrait contribuer à réduire la stigmatisation et à favoriser l'intention d'utiliser les services de soins de santé mentale, augmentant ainsi l'accès tôt et permettant d'atténuer l'impact des enjeux de santé mentale chez les membres actifs.

Les résultats actuels permettent d'avancer le tout premier Plan national d'action relatif aux Blessures de stress post-traumatique au Canada, et d'appuyer des investissements continus en recherche ainsi que des initiatives fondées sur des données probantes, afin de soutenir la santé et le bien-être des membres du personnel de la sécurité publique.

L'Étude de la GRC est financée par la GRC, le gouvernement du Canada, et le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. T. O. Afifi est titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les traumatismes de l'enfance et la résilience. Le développement, les analyses et la diffusion du présent article ont été rendus possibles grâce à une généreuse et très appréciée subvention de la Fondation Medavie.



Consultez l'étude complète ici

Andrews, K.L., Jamshidi, L., Shields, R.E., Teckchandani, T.A., Afifi, T.O., Fletcher, A.J., Sauer-Zavala, S., Brunet, A., Krätzig, G.P., and Carleton, R.N. (2023) Examining mental health knowledge, stigma, and service use intentions among Royal Canadian Mounted Police cadets. *Front. Psychol.* 14:1123361. doi: 10.3389/fpsyg.2023.1123361

CIPSRT
Canadian Institute for Public Safety
Research and Treatment



ICRTSP
Institut canadien de recherche et
de traitement en sécurité publique